

Editorial du 3 mai 2012 : « Ce qui attend le nouveau Président »

« Le style est l'homme même ». Assurément, Buffon n'aurait pas renié sa célèbre assertion après le débat auquel on a assisté, entre les deux candidats. La France aura bien à choisir entre deux styles tant les personnalités des deux hommes diffèrent.

Mais, au-delà, il est bon de rappeler que les enjeux et les défis restent considérables quel que soit le vainqueur. Tout a été dit ou presque sur la nécessité de concilier les efforts indispensables à la réduction des déficits et le souhait de ne pas achever le malade.

En 2008, nous avons appelé cela « La voie étroite ». C'est désormais le fil du rasoir. Nous ne disons pas cela pour entretenir un malaise déjà trop présent, mais pour rappeler à quel point les années qui nous attendent, seront des années historiques pour la France mais sans doute aussi pour l'Occident. C'est sans doute pour cela que la France, pivot historique avec l'Allemagne de la construction européenne, intéresse si vivement les autres pays tant les orientations qu'elle prendra seront déterminantes pour la suite des événements.

Les grandes lignes de l'environnement économique mondial sont connues et ont été déjà largement commentées. Nous ne les citons que pour rappel : basculement du centre de gravité mondial vers la Chine et l'Asie, endettement excessif des grands pays industrialisés avec sans doute la difficulté supplémentaire d'une croissance faible pour plusieurs années.

Sur le plan interne, au-delà des facteurs exogènes déterminants qui, nous l'avons vu, contraignent leur action, les responsables politiques aux commandes (au premier rang desquels, bien sûr, le nouveau Président de la République) devront éviter deux écueils.

Se garder tout d'abord de prendre systématiquement le monde de la Finance pour bouc émissaire. Nous avons au sein du Club Finance suffisamment pointé depuis de longues années les dérives du secteur financier pour ne pas être accusés de vouloir exonérer ce dernier de ses responsabilités.

Néanmoins, il nous paraît important aujourd'hui d'attirer l'attention sur le risque d'occultation de problèmes économiques bien réels. La régulation du système financier doit être poursuivie mais il serait très dangereux qu'elle serve à dispenser de dire la vérité. Il faudra bien un jour avouer aux populations de nombreux pays, qu'à de rares exceptions près, la plupart des grands Etats développés vivent au-dessus de leurs moyens depuis trois ou quatre décennies. Le dernier budget voté à l'équilibre en France remonte à 1974. Cela ne peut pas continuer ainsi, au risque de mettre en péril l'indépendance et la prospérité future du pays. Soit dit en passant et sans que cela serve de lot de consolation, les Etats-Unis, pays leader du monde, sont dans la même situation, même s'ils n'ont pas la difficulté supplémentaire de défendre une zone monétaire qui n'a pas encore atteint sa phase de maturité.

Il est donc important pour l'avenir de prendre tout de suite le taureau par les cornes, en remédiant, sans rechigner, aux vrais problèmes. Cela n'empêche pas d'être conscient que des potions trop amères ou mal administrées peuvent être contre-productives.

L'autre écueil à éviter serait de dresser le peuple contre « ses élites ». Tous les candidats, à des degrés divers, ont cédé à cette facilité. Peut-être est-elle fondée en partie. Nos élites, compétentes et honnêtes, rappelons-le, n'ont sans doute pas été à la hauteur en termes de pédagogie et de capacité à montrer l'exemple alors que cela fait partie de leur devoir. Cependant, il serait très risqué d'attiser un sentiment négatif déjà bien présent au sein de la population. Le boomerang pourrait bien venir frapper en retour l'imprudent qui l'aura utilisé à mauvais escient. Il devra en effet composer avec une « rue » non seulement en colère, mais d'autant plus désemparée qu'elle n'aura pas de références auxquelles se raccrocher.

Il faut rappeler les plus favorisés à leur devoir (qui ne se résume pas à payer plus d'impôts) et l'ensemble de la population à la raison.

La haie qu'il nous faut franchir est trop haute pour espérer y parvenir sans unité nationale et sentiment de solidarité. Le plus souvent c'est un vœu pieux qui fait sourire. Dans le contexte actuel nous réaliserons bien vite que c'est une condition de survie.

Henri Ghosn
Président du Club Finance HEC